

# RAPPORT D'ACTIVITES 2010

Ce rapport sur l'activité de l'association VISA SANTE au cours de l'année 2010 est établi sur la base des documents transmis par les différents responsables. Le plan de ce rapport est le même que celui des années précédentes, afin d'en faciliter la comparaison avec les années antérieures. Il se déclinera en 5 thèmes :

1. Les missions médicales
2. Les stages étudiants
3. Les partenaires associatifs
4. La formation des agents de santé communautaires et des matrones au Sénégal
5. Le travail administratif et la vie quotidienne de l'association

## 1. Les missions médicales

Comme en 2009, il n'y a eu aucune mission médicale cette année.

Aucun projet ne nous a été présenté.

Le rapport des experts sénégalais pour le programme d'investissement nous incitait à reprendre cette activité à la demande des autorités sanitaires locales. Même si les arguments invoqués demandaient une certaine réflexion sur l'opportunité de telles missions, il est certainement souhaitable que ce type de missions soit réactivé. Nous ne devons pas perdre de vue que la motivation locale est surtout un apport en moyens plutôt qu'une aide en formation.

Le manque de personnes motivées ayant un projet clairement défini rend impossible la mise en place de ce type d'interventions.

## 2. Les stages étudiants

Un peu moins d'étudiants cette année !

286 sont partis en stage contre 336 l'an dernier, soit une baisse significative de 15%.

Une explication, pour cette baisse, est la mise en place de la réforme des études d'infirmières qui est entrée en vigueur cette année. Cette réforme

supprime le stage optionnel en santé publique, grâce auquel nous bénéficions d'un nombre d'étudiants compris, chaque année entre 300 et 350. L'essentiel du contingent était jusqu'à présent fourni par des élèves de deuxième année. Ceci augure mal de notre recrutement futur, puisque, dès 2011, nous n'aurons plus que des étudiants en 3<sup>ème</sup> année (ancien régime) !

## 2-1 Les questionnaires d'évaluations

Le taux de remplissage des questionnaires s'élève pour cette année 2010 à 64%, alors que durant les 3 dernières années, nous avons connu une augmentation constante du nombre des questionnaires remplis, passant de 70% en 2007 à 90% en 2009. Malheureusement, l'association a connu des problèmes internes au cours de l'année 2010, qui se sont répercutés sur le fonctionnement et la gestion de notre local à Thiaroye. Il est donc probable, qu'une partie des questionnaires remplis ne soit pas arrivée au siège de l'association en France et non un désintéressement des stagiaires pour nous communiquer leurs ressentis et leur vécu, au cours de ce stage.

Globalement, les résultats sont très positifs. Il ressort une très nette amélioration des appréciations concernant les postes, qui ont reçu nos stagiaires. Le côté négatif est de plus en plus faible et lorsqu'il apparaît dans l'un des critères, il est vite compensé par des réponses « excellent » pour le reste du questionnaire.

Le travail accompli sur place par Mamadou pour sélectionner les postes, présentant les meilleures garanties de qualité pour nos élèves, porte ses fruits et montre la nécessité d'obtenir la participation de tous, au remplissage du questionnaire, afin d'avoir un maximum d'appréciations pour chaque poste, permettant de relativiser les impressions de chacun. L'objectivité nécessaire pour tirer le meilleur parti des réponses, ne peut se concrétiser qu'avec l'obtention de plusieurs points de vue sur chaque poste, permettant d'établir un récapitulatif précis des conditions d'accueil, au plus près de la réalité.

Un bémol, cependant, à tous ces résultats positifs. Un nombre non négligeable d'élèves a été très déçu de constater le manque de travail à effectuer, dans les postes où ils étaient affectés. Sont concernés Kahone, Mbour Toucouleur, Notto Thiès, Randoulène et Taïba Ndiaye.

Il est également soulevé le problème d'un nombre trop important de stagiaires sur place, par rapport aux besoins du poste concerné et compte tenu de la présence d'autres stagiaires Sénégalais ou dépendant d'une ONG autre que Visa Santé. Cet état de fait qui s'est déjà produit les années précédentes, montre que nous devons essayer à l'avenir, de prendre les mesures nécessaires, pour éviter ce genre de désagrément, responsable de

ressentis négatifs que nous aurions pu éviter et qui, de surcroît, empêche d'autres postes, dont les besoins sont importants et réels, de bénéficier de la présence de nos stagiaires.

## 2-2 Les séminaires de formation

3 séminaires ont eu lieu à Pierrefonds au cours de cette année.

218 étudiants ont été concernés, soit une diminution très importante par rapport à 2009 où 350 étudiants étaient présents.

Cette baisse est surtout très nette sur le séminaire de décembre où seulement 35 étudiants étaient présents contre 110 à 120 d'habitude. Les étudiants présents à ce séminaire de fin d'année étaient tous des élèves de 3<sup>ème</sup> année. Aucun étudiant de deuxième année ! Il va donc s'en suivre une chute drastique de participants pour 2011, probablement de près de 90% !!! Ce qui aura des conséquences très importantes sur le budget de notre association.

La quasi-totalité des étudiants inscrits au départ sont venus suivre cet enseignement condensé, tant sur la forme que sur le fond. L'indice de satisfaction est très élevé et les élèves sont repartis, comme à chaque séminaire, avec leur livret contenant le recueil des sujets traités. Il ressort des contacts concernant cette formation, bien que condensée, le côté très pratique qui leur enlève quelques appréhensions sur ce stage en milieu inconnu.

Il est dommage que le renouvellement des formateurs ne soit pas au rendez-vous. Nos faibles effectifs expliquent probablement cette carence !

## 2-3 La diversification des étudiants

Le recrutement de nos stagiaires se fait essentiellement sur les Instituts de Formation en Soins Infirmiers français. Il en résulte une grande dépendance de notre activité et donc de nos ressources.

Même si nous avons le plaisir de noter la fidélité de nos amis de Lausanne (Suisse) qui nous envoient fidèlement des étudiants infirmiers, nous ne pouvons compter, en dehors de cela, que sur quelques étudiants des écoles de sages-femmes, malheureusement trop rares. Malgré l'envoi de mailing en septembre, le recrutement dans ce domaine ne décolle pas.

Seules deux ou trois écoles, sur les 25 recensées, nous confient des stagiaires. Problème de communication ou refus des stages à l'étranger ?

Les approches concernant les étudiants en médecine picards ne se concrétisent pas, pour l'instant ! Le projet a peut être besoin de mûrir pour aboutir, nous l'espérons, dans un avenir proche. L'opportunité d'offrir des stages formateurs doit devenir une évidence pour nos interlocuteurs, ce qui n'est pas encore le cas. Nous n'abandonons pas ce projet, bien au contraire et ce d'autant plus que nos contacts avec des internes en Médecine Générale nous laissent penser que nous ne manquerions pas de candidats !!

Nous avons été démarchés par le responsable d'une université canadienne, à Montréal, pour accueillir des étudiants en sexologie ! Notre démarche les a vivement intéressés et un projet de prise en charge leur a été adressé à la fin de l'année 2010. Si nous arrivons à concrétiser, le ou les premiers étudiants pourraient venir en 2011.

#### 2-4 La participation des étudiants au développement des soins en santé primaire

Malgré la présentation qui leur en est faite et le message d'aide que nous leur envoyons au cours de ce séminaire, leur implication est faible même si certains groupes se sont investis et ont réalisé des causeries intéressantes dans les villages.

Ce peu de participation a probablement plusieurs explications :

- Les étudiants ne sont pas formateurs. Transmettre un savoir récent n'est pour eux ni aisé ni naturel.
- La présentation condensée du programme de formation des ASC et des matrones ne les sensibilise pas suffisamment à ce problème capital de la diffusion des règles d'hygiène envers les populations locales.
- Le fait qu'ils participent à un stage payant ne les encourage probablement pas à donner de leur temps dans un but humanitaire.
- Sur place, ils n'ont aucun rappel de la nécessité de réaliser sur le terrain ces causeries et donc, seuls les plus motivés se lancent dans cette activité, pour l'immense majorité avec un fort indice de satisfaction.

Même si le nombre d'étudiants va connaître une baisse notable dans les années à venir, ce constat doit nous amener à trouver de nouvelles formes d'incitation à la participation des étudiants à ce programme.

## 2-5 L'apport de matériel

Il a été difficile à chiffrer cette année en raison de difficultés de fonctionnement rencontrées au sein de l'équipe de Thiaroye.

Le chiffre de 124000 euro (retenu pour la comptabilité annuelle) est certainement sous-estimé, compte tenu que certains inventaires sont manquants. Le chiffre réel, probable, est de l'ordre de 150000 euro. La somme globale est inférieure à celle de l'année dernière et ceci est bien évidemment, à mettre en parallèle avec la baisse du nombre d'étudiants.

Le matériel est maintenant de qualité avec une haute valeur ajoutée. Distribué en priorité sur les postes de santé, une partie de ce matériel est néanmoins donnée dans les hôpitaux de district ou de région, pour le matériel le plus sophistiqué.

## 2-6 Les postes de santé concernés

Notre responsable de la logistique sur place a fait tourner son effectif et travaille maintenant sur une centaine de postes situés dans un arc de cercle de 250 km autour de Dakar.

Un petit souci cette année avec un ICP trop « entreprenant » vis-à-vis d'une de nos stagiaires. Le problème a été très vite et très bien pris en charge par Mamadou DANFAKHA. Les étudiantes ont été déplacées et l'ICP ne recevra plus de stagiaires. Cet incident a mis en exergue la nécessité, d'une part d'une réponse rapide (ce qu'a très bien fait Mamadou), d'autre part a permis de répondre à une demande ancienne des services du consulat de l'Ambassade de France. Désormais, pour chaque groupe effectuant un stage au Sénégal, un courriel est envoyé au Consulat pour donner les noms des participants au stage et leur lieu d'affectation. Cette pratique, demandée du temps de Moussa BA, avait été oubliée, volontairement ou non !!

Pas de problème majeur de santé pour tout l'effectif. Aucun rapatriement !

### 3. Les partenaires associatifs

Très faible activité cette année

#### 3-1 Les liens de deux-mains

A la demande de cette association, nous avons mis un terme à notre collaboration. Il existait un reliquat de 3400 euros, non encore affectés à leur projet de réhabilitation d'un orphelinat. Ce reliquat leur a été laissé en tant que don.

La fin de cette collaboration, qui nous a un peu surpris, est de l'initiative de l'association « Les liens de deux mains ». Aucune explication ne nous a été donnée.

#### 3-2 AADE Association Afourer pour le Développement et l'Environnement

Aucune activité avec cette association marocaine qui semble avoir peu d'activités. Nos rapports n'ont pas posé de problèmes mais il paraît difficile d'aller travailler au Maroc, tant les susceptibilités semblent être grandes.

#### 3-3 UFL A l'Unisson France Laos

Cette association qui travaille au Laos, ne fait plus beaucoup parler d'elle. Un seul contact avec un projet de collaboration pour l'envoi de stagiaires sur place. L'association rencontre des difficultés dans l'obtention des autorisations administratives, sans lesquelles il est impossible de faire quoi que ce soit au Laos.

#### 3-4 CASCO Centre d'Action pour les SCOLAIRES

Pas de suite donnée au projet de collaboration avec cette association nigérienne.

Les événements de l'année 2010 (enlèvements) nous donnent raison pour notre prudence.

Le Conseil Régional de Picardie, qui a établi des relations privilégiées de partenariat avec deux régions au sud de ce pays, nous avait sollicités pour entreprendre dans ces deux régions un travail de formation sur des bases similaires à celui mis en place dans les régions de KAOLACK et de KOLDA au Sénégal. En raison de la réforme des conseils généraux et régionaux, le

CR de Picardie a décidé de geler le poste des subventions allouées aux associations travaillant à l'étranger pour 2010 et probablement 2011. Ceci rend de fait impossible toute action, par manque de financement.

#### **4. Le programme de formation des ASC et des Matrones au Sénégal**

Compte-tenu du décalage des conventions entre le Conseil Régional de Picardie (signée fin 2007) et du Ministère des Affaires Etrangères (signée fin 2008), il s'agit cette année, de terminer la convention avec le CR de Picardie sur ce programme de 3 ans.

10 semaines de stages ont été réalisées (6 à Kolda et 4 à Kaolack).

153 agents de santé ont été formés (93 à Kolda, 60 à Kaolack).

Nous sommes en dessous de nos objectifs de former 180 agents en 12 semaines de séminaires, au cours de l'année 2010. Mais, il faut préciser que les 2 semaines manquantes ont été réalisées en janvier 2011 à Kolda, auxquelles s'ajoutent 2 semaines supplémentaires en février, également à Kolda.

##### **4-1 Les périodes de formation**

L'essentiel des formations a eu lieu pendant les 5 premiers mois de l'année. Aucune formation pendant 6 mois en raison, d'une part de l'hivernage, d'autre part de campagnes de vaccinations qui ont perturbé le calendrier initial.

Ceci pose un problème technique, puisque les conventions signées font état que les dépenses engagées pour les formations doivent l'être dans la période qui fait l'objet de la convention. Il nous faudra donc argumenter pour faire accepter au Conseil Régional de Picardie, les formations réalisées en janvier 2011 (hors du champ de la convention 2010). La planification de ces séminaires n'a pas été judicieuse et il est anormal de rester 6 mois sans une seule formation !

Autre problème rencontré au cours de cette année 2010, en la présence de relais (personnels non médicaux chargés de la sensibilisation des populations). Leur présence a été fortement encouragée par les autorités sanitaires locales, mais ceci à l'encontre de l'objet de cette formation. Il eut été plus judicieux, de mettre en place une formation spécifique, pour cette

catégorie de personnels. A noter aussi la présence de tradipraticiens, non prévue au programme !!

Il est à déplorer également que près de 30% des agents formés n'ont pas le niveau scolaire requis, certains étant même analphabètes. On peut légitimement se demander, quel bénéfice vont retirer ces agents d'un séminaire diffusé par présentation de diapositives avec des textes en français, et que dire de l'utilité du document de synthèse remis à l'issue de la formation, lui aussi rédigé en langue française, à la demande des autorités sénégalaises !

L'examen des tests de connaissance réalisés au moment des séminaires, montre une grande variabilité selon les groupes qui s'explique en partie, par le niveau d'études scolaires. Néanmoins, globalement, les post-tests montrent une amélioration des connaissances qu'il conviendra de vérifier sur le long terme.

L'évaluation de ces formations est positive pour les stagiaires dans les deux districts. La demande, réitérée, de l'édition du guide en wolof ou poular, devra être rediscutée avec les autorités sanitaires sénégalaises. Quelle est l'utilité d'un guide qui ne peut être lu !

Le matériel pédagogique et les méthodes sont appréciés surtout au niveau des ateliers pratiques. Il conviendra donc de développer les outils pour une meilleure mise en situation des stagiaires.

#### 4-2 Les résultats sanitaires

Les objectifs du programme sont de former des agents de santé (540 sur 3 ans) à la connaissance et à la prise en charge des pathologies qui concernent la femme enceinte et les nourrissons, afin de diminuer les chiffres de morbi-mortalité maternelle et infantile observés dans certaines régions du Sénégal.

Des indicateurs sanitaires ont été ainsi récoltés sur des périodes de 3 à 6 mois et les chiffres recueillis ont été corrélés à la formation des agents, afin d'avoir une idée sur l'efficacité de celle-ci.

Globalement, les indicateurs en relation directe avec la santé de la reproduction sont en amélioration sensible. Les mesures de prévention sont améliorées, même si elles sont dépendantes de facteurs économiques indépendants du programme (rupture d'approvisionnement de moustiquaires par exemple).



Une déception, l'impact sur les nourrissons est moins évident. L'amélioration des vaccinations semblent plus être en rapport avec une reprise en main du Programme Elargi de Vaccination par les autorités sénégalaises.

### 4-3 Evaluation du projet

Alors que 2011 verra le terme de ce projet, une évaluation par un audit interne, sera réalisée au cours de cette même année.

Trois médecins généralistes ont été désignés pour effectuer cette évaluation sur le terrain. Ces trois médecins sont qualifiés dans le domaine de la formation. Trois missions seront menées. Les agents évalués sur leur lieu de travail, seront déterminés par tirage au sort dans chaque région.

Cet audit nous permettra, à la fin de 2011, d'avoir une idée sur les possibilités de suites à donner à ce programme, aussi bien localement que dans d'autres régions du Sénégal.

La poursuite de ce programme sera dépendante de nos possibilités budgétaires et des subventions de nos bailleurs.



## 5. Le travail administratif et la vie de l'association

Toujours et uniquement effectué par des bénévoles, la charge de ce travail a été accentuée au cours de cette année 2010 par des problèmes de gestion au Sénégal.

La création d'un poste de salarié, initialement prévue, n'a pu être menée à bien. Les perspectives d'une diminution drastique de la fréquentation des étudiants ne nous a pas permis de créer ce poste dont nous avons pourtant cruellement besoin.

### 5-1 En France

Pas de nouveautés par rapport à l'année 2009, même si le nombre d'étudiants a légèrement diminué.

Pas de problèmes majeurs rencontrés avec nos stagiaires, pas plus qu'avec leurs instituts.

La réforme des études d'infirmières nous oblige à revoir notre mode de fonctionnement, afin de préserver notre possibilité d'accueillir des stagiaires. Ce nouveau programme d'études est en fait destiné à s'harmoniser avec les différents systèmes européens. Le contenu des études a donc été requalifié. La progression du savoir de l'étudiant va être suivie par un portfolio pédagogique, avec des acquis à posséder à l'issue de chaque semestre de formation. Nous pouvons trouver notre place dans ce système. Ceci va nécessiter un travail préalable important, afin de positionner l'association comme terrain de stage possible, dans le cadre de stages obligatoires et non optionnels. Ce travail devra être réalisé en 2011 pour être opérationnel après les vacances d'été.

Le bilan financier, bien qu'en baisse par rapport à l'année 2009, reste excédentaire avec de confortables possibilités d'investissement qui seront utilisées dans la réalisation du centre de formation à Dougar. Notre projet a été accepté par les autorités sénégalaises, dans le cadre d'un nouveau programme d'investissement pour les années 2011-2012. Ceci va nous permettre d'économiser près de 35 millions de FCFA en exonération de taxes. Cet aspect positif ne doit pas nous faire oublier qu'aucun partenaire privé ne s'est intéressé à ce projet. Les différents contacts que nous avons

eus nous ont adressé des refus polis. Par ailleurs, le gel des subventions du Conseil Régional de Picardie, pour les associations travaillant à l'étranger, nous prive d'une ressource potentielle de 90000 euro !

Nos efforts doivent donc se poursuivre pour rechercher des sponsors et alléger ainsi notre investissement.

L'intégralité de nos excédents budgétaires est destinée à nos projets de développement sur le terrain. Ces excédents sont optimisés par des frais de fonctionnement très bas. Ce taux bas est obtenu grâce au bénévolat de nos membres actifs et à la participation matérielle de certains d'entre nous.

Nos ressources financières risquent d'être mises à mal, dès l'année 2011, par la baisse du nombre d'étudiants. Il est illusoire d'espérer obtenir, pendant une période qui risque d'être longue, une fréquentation aussi importante que ces dernières années et il va donc falloir trouver de nouvelles sources de financement.

Les rapports financiers et techniques que nous avons fournis à nos bailleurs de fonds, sur le programme de formation, ont été acceptés sans difficulté. Nos partenaires picards ont souligné la qualité du travail fourni.

## 5-2 Au Sénégal

L'année a été un peu chaotique avec des difficultés rencontrées dans la gestion de nos activités sur place. Ces problèmes nous ont conduits à décharger notre déléguée permanente de cette charge et à séparer les activités liées au programme de formation de celles liées au local de Thiaroye.

Les activités de formations ont été confiées à Martine GUICHARD.

Les activités liées au local de Thiaroye et donc aux stages d'étudiants, à Mamadou DANFAKHA.

Même si elle a été mal comprise et donc mal acceptée, cette séparation s'est avérée indispensable afin de permettre à Mamadou DANFAKHA de prendre en charge, en autonomie supervisée, la gestion du local et de ses activités. Ceci était primordial pour la gestion du futur centre de Dougar.

La gestion de notre local s'est avérée plus difficile à assurer sur le plan logistique en raison de l'absence d'entraide entre les deux chargés de mission. La nouvelle répartition des tâches n'a pas été acceptée par la chargée de mission du programme de formation. Des problèmes de logistique nous ont, de ce fait, occasionné des dépenses imprévues, dépenses de location de véhicules dont nous aurions pu minorer le montant, sans le refus obstiné de cette chargée de mission d'utiliser le véhicule 4x4 Ranger pour le transport des stagiaires. En effet, ce véhicule attribué au programme de formation des Agents de Santé, était inutilisé pendant cette période. Il est consternant de voir que l'esprit de collaboration ait été ainsi mis à mal pour des questions d'égo !!

Néanmoins l'activité des stages a pu se dérouler sans problème majeur sur place, en dehors de ce défaut de collaboration que notre responsable du local a su parfaitement gérer. Aucun problème majeur de santé.

Pas de soucis non plus au niveau de notre local. Un état extérieur de la villa que nous louons se détériore au fil des ans. Nous l'avons signalé au propriétaire, mais sans effet à ce jour.

Le travail fait sur place est positif et la reconnaissance des autorités sénégalaises s'est concrétisée, par la signature en août de notre deuxième programme d'investissement, programme ambitieux de plus de 700 millions de FCFA sur deux ans. Ce programme inclus la construction de notre centre de formation à Dougar.

Il reste encore des dossiers à faire avancer et en particulier la mise en place d'une convention de partenariat avec le Ministère de la Santé que nous souhaitons depuis plusieurs années. Il semble que cette convention commence à se concrétiser, avec l'élaboration d'un document qui est en cours d'agrément par le Ministre.

Nous avons pu faire venir en France, au mois de décembre, notre chargé de mission Mamadou DANFAKHA, à l'occasion du séminaire d'étudiants infirmiers. Le contraste météo a été une véritable sensation pour lui. Une première découverte de la France et une visite qui, nous l'espérons, sera suivie de beaucoup d'autres. A cette occasion des liens de partenariat se sont tissés avec l'agence AIR FRANCE de Dakar. Sa directrice nous a été d'une aide précieuse pour l'obtention du visa de notre chargé de mission.

## **CONCLUSION**

Une année 2010 un peu moins flamboyante que 2009, mais néanmoins positive globalement.

Des ressources budgétaires qui nous permettent d'envisager l'avenir avec optimisme, même si nos ressources futures vont être mises à rude épreuve avec la réforme des études d'infirmières.

Des difficultés relationnelles internes qui sont préjudiciables à notre activité, tant humainement que financièrement et qu'il conviendra de régler très rapidement.

Le besoin impératif d'attirer de nouveaux adhérents est toujours d'actualité.